



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SOUS-PRÉFECTURE DE BORDEAUX
(HORS COMMUNAUTÉ URBAINE)
COMMISSION DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE
DE L'ARRONDISSEMENT DE BORDEAUX
PROCES-VERBAL DE LA VISITE DU 2 septembre 2003

IDENTIFICATION DE L'ETABLISSEMENT

N° FICHIER DEPARTEMENTAL DES E.R.P. : **A attribuer**

NOM DE L'ETABLISSEMENT : **Foyer Club du 3ème âge \"Touts Amasses\"**

ADRESSE : **Le Bourg**

COMMUNE : **MIOS 33380**

PROPRIETAIRE OU MANDATAIRE : **Commune**

EXPLOITANT OU RESPONSABLE UNIQUE : **Commune**

RESPONSABLE DE SECURITE : **M. le Maire**

SOUS-COMMISSION TECHNIQUE : SEANCE DU

N° DE PERMIS DE CONSTRUCTION : **1980**

DATE DE LA CONSTRUCTION OU DE L'AMENAGEMENT :

DATE DE L'ARRETE D'OUVERTURE :

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT :

- Hall d'entrée
- Salle de réunion de 108 m2
- Local de réchauffage
- Sanitaire

CLASSEMENT :

TYPE(S) : **- L**

CATEGORIE : **5ème**

EFFECTIF :

PUBLIC :

PERSONNEL :

TOTAL : **< 200 personnes**

DATE DE LA VISITE : **le 2 septembre 2003**

DATE DE LA DERNIERE VISITE : **23 novembre 1981**

PERIODICITE : **Aucune**

.../...

SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ETABLISSEMENT :

REGLEMENTATION APPLICABLE:

- Arrêté du 23 mars 1965

MEMBRES PRESENTS AVEC VOIX DELIBERATIVE :

PRESIDENT DE LA COMMISSION (par délégation de M. le Sous-Préfet) :

Mme F. COURALET – Attaché – Secrétaire en Chef de la Sous-Préfecture de Bordeaux

MAIRIE : M. CAZIS, Maire

S.D.I.S. : Lieutenant Régis BERTRAND, Officier Préventionniste

GENDARMERIE : Gendarme LAVIGNE de la Brigade de BIGANOS

D.D.E.: M. TAMPON de la Subdivision d'AUDENGE

AVEC VOIX CONSULTATIVE :

M. BORD , Architecte Conseil de la Commission

EGALEMENT PRESENTS

M. JARRY, Premier Adjoint au Maire
M. DUBOURG, Adjoint délégué à la sécurité
M. SALVANE, Adjoint au Maire
M. NOAILLES, Adjoint au Maire
M. TAROIS, Conseiller Municipal
M. LECOQ, Conseiller municipal délégué
M. WOLFF, Directeur Général des services de la mairie
M. COUSTEAU, Employé municipal

- - - - -

MESURES GENERALES : (Mesures permanentes)

1) **Registre de sécurité** :- Il doit être tenu à jour conformément aux dispositions de l'art. R 123-51 du Code de la Construction et de l'Habitation et présenté à chaque visite de la Commission.

2) **Installations techniques** :- Faire procéder périodiquement à leur vérification par un organisme agréé (Art. R 123-43 du Code de la Construction et de l'Habitation et articles GE 6 et GE 7 du règlement de sécurité).

- Les travaux de mise en conformité prescrits par l'organisme agréé doivent être réalisés sans délai.

3) **Issues et dégagements** :- Les maintenir libres de tout encombrement ou obstacle.(Art; CO 35).

.../...

- 4) **Balilage des dégagements** : - Assurer un balisage et un fléchage efficaces des sorties (panneaux avec inscriptions de couleur blanche sur fond vert). (Art. CO 42 du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique).
- 5) **Eclairage de sécurité** : - Veiller au bon fonctionnement des dispositifs d'éclairage de sécurité et procéder immédiatement à la réparation ou au remplacement des éléments qui s'avèreraient défectueux.
- 6) **Moyens de secours** : Extincteurs et RIA (Art. MS 38 et 39)
- Les maintenir accessibles et visibles.
 - Faire procéder à une vérification annuelle des extincteurs.
 - Le personnel doit être instruit au maniement des moyens de secours.
- 7) **Evacuation des eaux pluviales** : - Procéder régulièrement à la vérification des dispositifs assurant l'écoulement des eaux pluviales ou résultant de la fonte des neiges afin d'éliminer tout risque d'accumulation en toiture.
- 8) **Consignes** : - Afficher les consignes de sécurité.
- 9) **Plans d'évacuation** : - Afficher les plans de l'établissement à l'entrée principale (Art. MS 41) et l'avis relatif au contrôle de sécurité (Art. GE5).
- 10) **Accès des engins de secours** : - Les dispositions utiles doivent être prises afin que l'accès à l'établissement des engins de secours soit assuré en toutes circonstances. (Art. CO1 - CO2)
- 11) **Travaux dangereux** : - L'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation (Art. GN 13 du règlement de sécurité).
- 12) **Interdiction de fumer** : - Afficher et faire respecter l'interdiction de fumer.

- - - - -

DOCUMENTS JUSTIFICATIFS PRESENTES

- Rapports de contrôle des installations électriques établis le 20 juin 2003 par l'APAVE : pas d'observations
- Contrat d'entretien annuel des extincteurs établi avec DESAUTEL : dernier contrôle de juin 2003
- Attestation établie le 29 août 2003 par M. GOHARD concernant la révision des appareils de gaz
- Attestation du 21 août 2003 de M. TARDIS, plombier concernant le contrôle d'étanchéité des conduits gaz cuisine
- Registre de sécurité : le compléter et le tenir à jour

.../...

PRESCRIPTIONS GENERALES

- Installer une alarme de type 4, la Commission recommande la mise en place d'un boîtier d'alarme sonore dans le hall d'entrée de l'établissement
- Signaler par des affichettes les issues de secours
- Rendre solidaire les stores des vantaux des portes de sortie
- Apposer un vernis intumescent classé M1 sur les lambris muraux et le plafond

PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Local de réchauffage

- Doter d'un ferme-porte la porte séparative de la grande salle

Grande salle et bureau

- Supprimer le stockage. Il conviendrait de créer un petit local isolé affecté au stockage

- - - - -

AVIS DE LA COMMISSION

Les membres de la Commission émettent un **AVIS FAVORABLE** à la poursuite de l'exploitation de cet établissement.

LE PRESIDENT,
Pour le Sous-Préfet, par délégation,



F. COURALET